

## DÉLIBÉRATION n° 2019/106

L'an deux mille dix-neuf et le 27 Septembre à 20 heures 30, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, légalement convoqué le 20 Septembre, s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire.

Le quorum n'ayant pas été atteint, le Conseil Municipal de LANNEMEZAN, en vertu de l'article L.2121-17 du CGCT, a de nouveau été convoqué le 1<sup>er</sup> Octobre et s'est réuni sous la présidence de Monsieur Bernard PLANO, Maire, l'an deux mille dix-neuf et le 8 Octobre à 20 h 00. Le Conseil Municipal pouvait alors délibérer valablement à cette occasion sans condition de quorum.

**Présents :** Mesdames et Messieurs Gisèle ROUILLON, Alain DASSAIN, Madeleine SERIS, Jean-Manuel CAMACHO, Françoise PIQUE, Alain MAILLE, Zoulikha CHEBBAH et Jean-Marie DA BENTA, Adjoint, Isabelle ORTE, Nicole MARQUIE, Pierre DUMAINE, Marie-José PARET, Jean-Pierre CABOS, Pascal AUDIC, Sandrine DURAN, Stéphanie LAGLEIZE, Pierre DELPERIE, Nicolas TOURON, Laurent LAGES, Jean-François CROUAU, Philippe LACOSTE et Stéphanie NOGUES.

**Absents ayant donné procuration :** Véronique BAZERQUE à Gisèle ROUILLON et Françoise ARVEUX à Philippe LACOSTE.

**Absents :** Patrick CASTERAN, Joëlle PEYRO, Thomas LECOMPTE et Patrick PALMER.

**Secrétaire de séance :** Pierre DUMAINE

**Objet :** Gestion des Ressources Humaines - Personnel Communal - Mise en place du RIFSEEP à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2019

Vu la loi n° 83-634 du 13 juillet 1983 portant droits et obligations des fonctionnaires,  
Vu la loi n° 84-53 du 26 janvier 1984 portant dispositions statutaires relatives à la Fonction Publique Territoriale et notamment les articles 87 et 88,  
Vu le décret n° 91-875 du 6 septembre 1991 pris pour l'application du premier alinéa de l'article 88 de la loi du 26 janvier 1984,  
Vu le décret n° 2010-997 du 26 août 2010 relatif au régime de maintien des primes et indemnités des agents publics de l'Etat et des magistrats de l'ordre judiciaire dans certaines situations de congés,  
Vu le décret n° 2014-513 du 20 mai 2014 portant création d'un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel dans la Fonction Publique de l'Etat,  
Vu le décret n° 2014-1526 du 16 décembre 2014 relatif à l'appréciation de la valeur professionnelle des fonctionnaires territoriaux,

Considérant qu'il y a lieu d'appliquer le Régime Indemnitaire tenant compte des Fonctions, des Sujétions, de l'Expertise et de l'Engagement Professionnel (RIFSEEP),

Vu l'avis favorable unanime du comité technique en date du 20 septembre 2019 relatif à la mise en place des critères professionnels liés aux fonctions et à la prise en compte de l'expérience professionnelle en vue de l'application du RIFSEEP aux agents de la commune de Lannemezan,

Monsieur le Maire informe l'assemblée qu'un nouveau régime indemnitaire tenant compte des fonctions, sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) doit être mis en place.

Ce régime indemnitaire a vocation à s'étendre à toutes les filières et à remplacer la plupart des primes et indemnités existantes.

L'objectif de ce nouveau dispositif est :

- d'harmoniser l'architecture indemnitaire en la rendant plus souple, plus cohérente et transparente ;
- de simplifier en réduisant le nombre des régimes indemnitaires applicables à chaque grade ;
- de valoriser les fonctions des agents ;
- de reconnaître les parcours professionnels et les acquis de l'expérience.

M. le Maire propose d'instaurer le RIFSEEP à compter du 1<sup>er</sup> novembre 2019 et d'en déterminer les critères d'attribution suivants :

#### **Article 1 : Les bénéficiaires**

Le présent régime indemnitaire est attribué aux agents titulaires, stagiaires et contractuels permanents de droit public exerçant leurs fonctions dans un des cadres d'emploi concernés par le RIFSEEP.

Le RIFSEEP est applicable aux cadres d'emplois suivants :

- Attachés territoriaux
- Rédacteurs territoriaux
- Adjoints administratifs territoriaux
- Agents de maîtrise territoriaux
- Adjoints techniques territoriaux
- Educateurs territoriaux des APS
- animateurs territoriaux
- Adjoints territoriaux d'animation
- Agents spécialisés des Ecoles Maternelles.

Il est précisé que les décrets d'application pour les techniciens territoriaux et ingénieurs territoriaux sont en attente de parution.

#### **Article 2 : Modalités de versement**

Les montants des indemnités seront revalorisés automatiquement suivant l'évolution du point d'indice de la fonction publique toutes les fois où le montant des primes et indemnités instituées est lié à ce point ou en cas de changement dans les conditions fixées par les textes réglementaires applicables pour les primes et indemnités établies par référence à des taux forfaitaires non indexés sur la valeur du point de la fonction publique.

Les montants individuels pourront être modulés par arrêté de l'autorité territoriale dans les limites et conditions fixées par les textes applicables à la fonction publique d'Etat ou selon les critères fixés, pour chaque prime par l'assemblée délibérante.

Les agents admis à exercer leurs fonctions à temps partiel, les agents occupant un emploi à temps non complet, ainsi que les agents quittant ou étant recrutés dans la commune en cours d'année sont admis au bénéfice des primes et indemnités instituées au prorata de leur temps de service.

Concernant les indisponibilités physiques et conformément au décret n° 2010-997 du 26 août 2010, le RIFSEEP sera maintenu dans les mêmes conditions que le traitement, durant les congés suivants :

- congés de maladie ordinaire (traitement maintenu pendant les 3 premiers mois puis réduit de moitié pour les 9 mois suivants) ;
- congés annuels (plein traitement) ;
- congés pour accident de service ou maladie professionnelle (plein traitement) ;

Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-20191028-2019-106-DE  
Date de télétransmission : 28/10/2019  
Date de réception préfecture : 28/10/2019

- congés de maternité, de paternité et d'adoption (plein traitement) ;
- congés pour invalidité temporaire imputable au service.

Il sera suspendu en cas de congé de longue maladie, de longue durée ou de grave maladie.

Concernant le temps partiel thérapeutique, la circulaire du 15 mai 2018 précise que pour les fonctionnaires territoriaux, le montant des primes et indemnités est calculé au prorata de la durée effective de service. Il en sera de même pour l'application du RIFSEEP (IFSE + CIA).

L'article 3 du décret 2014-513 du 20 mai 2014 prévoit que le montant de l'IFSE fait l'objet d'un réexamen au moins tous les 4 ans en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent.

L'attribution individuelle sera décidée par l'autorité territoriale et fera l'objet d'un arrêté individuel.

### **Article 3 : Maintien à titre individuel**

Dans le cas où le montant calculé pour le RIFSEEP serait inférieur au montant des primes et indemnités antérieurement servies à l'agent, une prime différentielle de maintien sera versée.

En cas d'augmentation du RIFSEEP, cette prime de maintien diminuera d'autant.

### **Article 4 : Structure du RIFSEEP**

Le RIFSEEP comprend 2 parts :

- l'indemnité de Fonctions de Sujétions et d'Expertise (IFSE) qui valorise la nature des fonctions des agents et leur expérience professionnelle ;
- le complément indemnitaire annuel (CIA) qui prend en compte l'engagement professionnel et la manière de servir de l'agent. Le versement de ce dernier est facultatif.

### **Article 5 : L'Indemnité de fonctions, de sujétions et d'expertise (IFSE)**

Le montant de l'IFSE est fixé selon le niveau de responsabilité et d'expertise requis dans l'exercice des fonctions. Les fonctions occupées par les fonctionnaires d'un même statut d'emploi sont réparties au sein de différents groupes au regard des critères professionnels suivants :

- des fonctions d'encadrement, de coordination, de pilotage ou de conception ;
- de la technicité, de l'expertise ou de la qualification nécessaire à l'exercice des fonctions ;
- des sujétions particulières ou du degré d'exposition du poste au regard de son environnement professionnel.

La liste des différents critères et leur définition est jointe en annexe.

L'IFSE est également modulée en fonction de l'expérience professionnelle qui est assimilée à la connaissance acquise par la pratique et repose sur :

- l'élargissement des compétences ;
- l'approfondissement des savoirs ;
- la consolidation des connaissances pratiques assimilées sur un poste.

La liste des différents critères et leur définition est jointe en annexe.

Le montant de l'IFSE est réexaminé :

- en cas de changement de fonctions ;
- tous les 4 ans au moins, en l'absence de changement de fonctions et au vu de l'expérience acquise par l'agent ;
- en cas de changement de grade à la suite d'une promotion.

## **Article 6 : Le Complément Indemnitaire Annuel (CIA)**

Le CIA est versé en fonction de l'engagement professionnel et de la manière de servir.

L'appréciation de la manière de servir se fonde sur l'entretien professionnel. Dès lors, il sera tenu compte de la réalisation d'objectifs quantitatifs et qualitatifs.

Plus généralement, seront appréciés :

- la valeur professionnelle de l'agent ;
- son investissement personnel dans l'exercice de ses fonctions ;
- la réalisation des objectifs ;
- sa disponibilité /ponctualité ;
- la fiabilité et la qualité du travail effectué ;
- son implication dans les projets ;
- sa capacité à gérer ou respecter le budget et le matériel mis à sa disposition ;
- sa capacité à conseiller, à assister, à être force de proposition ;
- ses qualités relationnelles ;
- sa capacité à travailler en équipe ;
- son sens du service public.

La liste des différents critères et leur définition est jointe en annexe.

Le CIA est versé annuellement au mois de juin.

Il ne peut dépasser un pourcentage de l'IFSE

- Catégorie A : 15 %
- Catégorie B : 12 %
- Catégorie C : 10 %

## **Article 7 : Répartition par groupe de fonction et fixation des montants maximum pour la commune**

CA T.	Groupe fonction	Intitulé de la Fonction	Cadre d'emploi lié à la fonction	Montant maximum réglementaire annuel		Montant maximum annuel Commune	
				IFSE	CIA	IFSE	CIA
A	A1	DGS	Attaché	36 210 €	6 390 €	20 000 €	3 000 €
A	A2	Directrice administrative	Attaché	32 130 €	5 670 €	19 000 €	2 850 €
A	A3	Directrice centre de loisirs	Attaché	25 500 €	4 500 €	18 000 €	2 700 €
B	B2	Responsable de service B	Rédacteur	16 015 €	2 380 €	15 000 €	1 800 €
B	B3	Educateur sportif / encadrement de proximité	Educateur APS	14 650 €	1 995 €	14 000 €	1 680 €
B	B3	Educateur sportif	Educateur APS	14 650 €	1 995 €	14 000 €	1 680 €
C	C1	Chef de service C	Adjoint Technique	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Chef de service C assistant aux instances	Adjoint Administratif	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €

Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-20191028-2019-106-DE  
Date de télétransmission : 28/10/2019  
Date de réception préfecture : 28/10/2019

C	C1	Chef d'équipe	Adjoint Technique	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Chef d'équipe polyvalent	Adjoint Technique	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Chef d'équipe polyvalent	Agent de Maîtrise	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Chef d'équipe / chauffeur	Agent de Maîtrise	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Responsable d'équipe	Agent de Maîtrise	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Agent instructeur	Adjoint Administratif	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Gestionnaire comptable	Adjoint Administratif	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Assistant de direction	Adjoint Administratif	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Adjoint d'animation encadrant des usagers	Adjoint d'Animation	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Adjoint d'animation	Adjoint d'Animation	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Agent informatique	Adjoint Technique	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Dessinateur/concepteur avec outil métier	Adjoint Technique	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Agent d'animation	Adjoint Technique	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Chargé des achats / marchés publics AM	Agent de Maîtrise	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Chargé des cimetières / assurances AMP	Agent de Maîtrise	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Chargé des réseaux EP AMP	Agent de Maîtrise	11 340 €	1 260 €	11 000 €	1 100 €
C	C1	Chargé de la maintenance piscine	Agent de Maîtrise	10 800 €	1 200 €	11 000 €	1 100 €
C	C2	Chargé du cheptel	Agent de Maîtrise	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Gestionnaire paie	Adjoint Administratif	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent administratif avec outil métier	Adjoint Administratif	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent admin avec outil métier et délégation de signature	Adjoint Administratif	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent d'accueil et secrétariat	Adjoint Administratif	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €

C	C2	Agent d'accueil et secrétariat	ASEM	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent d'accueil et régies	Adjoint Administratif	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	ATSEM	ASEM	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Peintre	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Peintre : plaquiste	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Plombier	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Electricien	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Maçon	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Ferronnier	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Menuisier / serrurier	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent d'entretien du service voirie	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent d'entretien des bâtiments communaux	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent espaces verts	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent espaces verts / chauffeur	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Mécanicien / chauffeur	Agent de Maîtrise	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Mécanicien / chauffeur / Assainissem	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent service logistique	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent service logistique / chauffeur	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Gestionnaire assainissement	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent service sécurité	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Agent service sécurité ACMO	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €
C	C2	Dessinateur	Adjoint Technique	10 800 €	1 200 €	8 000 €	800 €

## **Article 8 : Cumuls possibles**

Le RIFSEEP est exclusif de toute autre prime liée aux fonctions et à la manière de servir.

Il est donc cumulable par nature avec :

- l'indemnité horaire pour travail normal de nuit ;
- l'indemnité horaire pour travail du dimanche et jours fériés ;
- l'indemnité d'astreinte ;
- l'indemnité horaire pour travaux supplémentaires ;
- l'indemnisation des dépenses engagées au titre des fonctions exercées (frais de déplacement) ;
- les dispositifs compensant les pertes de pouvoir d'achat (GIPA) ;
- les primes régies par l'article 111 de la loi 84-53 du 26 janvier 1984 (prime annuelle) ;
- le RIFSEEP est également cumulable avec la NBI dans la mesure où, lorsque l'agent remplit les conditions nécessaires à son versement, elle constitue un élément obligatoire de la rémunération.

Sous réserve de confirmation, il est cumulable avec :

- la prime de responsabilité des emplois administratifs de direction ;
- l'indemnité forfaitaire complémentaire pour élections.

### **LE CONSEIL MUNICIPAL,**

- le Maire entendu, après en avoir délibéré et à l'unanimité,

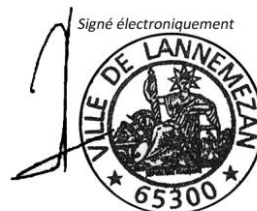
### **DECIDE**

↳ d'instaurer, à compter du 1<sup>er</sup> Novembre 2019, un régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel (RIFSEEP) tel que présenté ci-dessus ;  
↳ de fixer par arrêté individuel le montant de l'IFSE et du CIA versé aux agents concernés dans le respect des dispositions fixées ci-dessus.

La présente délibération abroge la délibération n° 2016/083 du 25 juillet 2016 relative à la mise en œuvre du régime indemnitaire tenant compte des fonctions, des sujétions, de l'expertise et de l'engagement professionnel et du complément indemnitaire annuel (RIFSEEP et CIA) ainsi que les délibérations antérieures concernant le régime indemnitaire pour les cadres d'emploi concernés.

Les crédits correspondants seront prévus et inscrits au budget.

Pour copie conforme,  
Le Maire,



Affiché le 28 octobre 2019

Accusé de réception en préfecture  
065-216502583-20191028-2019-106-DE  
Date de télétransmission : 28/10/2019  
Date de réception préfecture : 28/10/2019